

Les leçons d'une déchirure

Reconstruire le consensus national sur des bases plus saines

Par Lemrabot Essanhaji *

" Quiconque d'entre vous observe une chose répréhensible, qu'il la corrige par sa main, par sa parole ou qu'il la réprouve au moins en lui-même et c'est-là le moindre degré de la Foi."

Hadith avéré

Au-delà de la réprobation légitime que suscite la violence des méthodes putschistes, la récente tentative de coup d'État appelle l'ensemble de l'opinion à méditer les conséquences sur l'avenir du pays. De même, elle éclaire sous un jour nouveau les querelles internes au sein de l'institution militaire, qui reflètent les déchirements de la société. Que des Croyants en arrivent ainsi à s'entretuer, contrairement aux préceptes coraniques, voilà effet qui mérite réflexion. En fait, cette soudaine relance de la compétition politique violente, pouvait pourtant sembler prévisible. En effet, elle constitue l'aboutissement d'un processus complexe, qui se situe à conjonction d'une triple rupture :

1. Une rupture politique, caractérisée par l'impasse persistante du processus démocratique et l'inexistence de tout dialogue entre l'opposition et le pouvoir. L'usure du régime, amplifiée par l'absence de perspectives nouvelles, souligne encore plus un tel blocage. Au niveau diplomatique, la décision d'établir des relations diplomatiques avec Israël et de coopérer de manière étroite avec les Etats-Unis dans leur croisade contre le "terrorisme" contribue à accentuer la dimension symbolique de la crise. Les récentes campagnes d'arrestations illustrent de façon paroxysmique le conflit entre un agenda extérieur dictant une politique sécuritaire conforme aux desiderata américains et l'agenda politique intérieur, qui suppose de ménager l'opinion à la veille des prochaines élections présidentielles.

2. Une rupture sociale, qui élargit progressivement le fossé

entre les bénéficiaires de la libéralisation et des faveurs du pouvoir et la grande masse des déshérités, qui ploie sous le faix de la paupérisation. Après avoir suscité l'espoir, les programmes de bonne gouvernance et de lutte contre la pauvreté, annoncés en grande pompe, se sont révélés incapables de résorber l'ampleur du phénomène, contribuant ainsi à raviver les sentiments de frustration et d'inégalité.

3. Une rupture morale, marquée par le divorce avec les valeurs traditionnelles. L'ampleur de la corruption et le règne généralisé de la prébende et des pratiques néo-patrimoniales ont aussi achevé de consommer le crédit de l'État et son aptitude à construire le consensus et arbitrer la compétition des intérêts.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION

L'échec de la tentative de putsch, qui résulte autant de son impréparation que de l'instinct de survie du pouvoir, invite à réfléchir sur l'avenir. Au-delà des bruyantes manifestations de loyauté du cercle étroit des fidèles, du sentiment de soulagement après la tempête, l'usure du régime appelle des réponses autrement plus radicales que de simples retouches gouvernementales. Une analyse rapide des perspectives ouvertes par la crise fait apparaître deux scénarii possibles, entre lesquels le pouvoir aura à choisir :

1. Le scénario optimiste de la sagesse et de la retenue, qui voudrait que le gouvernement retienne l'avertissement et tire les leçons de l'événement pour organiser une réconciliation nationale, permettrait d'envisager des lendemains moins agités. Cela pourrait notamment se traduire, outre la mansuétude à l'égard des putschistes, par la libération des détenus d'opinion et l'élargissement du périmètre des libertés. De même, le pouvoir pourrait prendre l'initiative d'une

ouverture tendant au moins à associer l'ensemble des acteurs à la définition des règles du jeu politique, à défaut de les faire participer à la gestion du pays.

2. Le scénario pessimiste du règlement de comptes, qui ferait prévaloir les seuls impératifs sécuritaires liés à la pérennité du régime sur toute autre considération. Cette option, que ne manqueraient pas d'encourager les partisans de la dernière heure, se traduirait selon toute vraisemblance par une répression sanglante des responsables de la tentative de putsch, un durcissement marqué à l'égard de l'opposition politique, voire un coup de frein au processus démocratique. Cela pourrait également entraîner une suspension des prochaines consultations électorales, au prétexte supposé du nécessaire maintien de l'ordre.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA CRISE

Les probabilités de l'une ou de l'autre de ces options dépendront en ultime ressort autant de la volonté du chef de l'État lui-même que de l'influence respective des ultras et des modérés au sein du régime. Aura-t-on le courage d'écouter la voix de la raison plutôt que celle de l'émotion? A ce stade de l'analyse, une seule certitude semble acquise: plus rien ne sera comme avant, car cette alerte risque de sonner la fin d'une époque, celle du règne tranquille de la "stabilisation autoritaire". Ce modèle semble aujourd'hui atteindre ses limites, l'évolution exigeant de véritables réponses aux attentes légitimes de l'opinion: un État plus impartial et moins policier, une plus grande justice sociale, davantage de libertés et de participation. Quoi qu'il en soit, l'évaluation de la situation permet, la crise passée, d'en tirer un certain nombre d'enseignements qui s'imposent aux acteurs politiques:

1. L'échec de la tentative de putsch devrait paradoxalement ramener la pratique du pouvoir vers une plus grande collégialité, loin de l'exercice solitaire de l'autorité. Les officiers qui ont permis la survie du régime seraient alors mieux

associés que par le passé à la gestion du pays et aux décisions fondamentales.

2. La floraison des traditionnelles motions de soutien ne doit pas faire illusion, ni occulter l'urgence d'une réponse politique non sécuritaire. Ces réactions de la vox populi, classiques en pareil contexte, n'ont pas forcément de grande signification, dans la mesure où ceux-là mêmes qui clament leur joie dans la rue auraient paradoxalement fait pareil si l'issue des événements avait été favorable aux putschistes. Aussi, les circonstances devraient-elles prêter à plus de modestie, loin du triomphalisme des vainqueurs.

3. Cet épisode malheureux laissera inévitablement des traces sur la cohésion sociale, surtout si le choix du pire devait prévaloir au détriment d'une approche plus sage et mesurée.

NECESSAIRE CONSENSUS

Au-delà des aspects conjoncturels de la crise, il semble aujourd'hui nécessaire de promouvoir un véritable consensus national, susceptible d'épargner au pays les tourments de la déstabilisation et les risques de la discorde (fitna). Ce "compromis historique" devrait s'appuyer sur quelques présupposés de base, pouvant recueillir l'assentiment de l'ensemble des acteurs et contribuer à asseoir une stabilisation durable:

1. L'arbitrage du peuple par la voie des urnes doit constituer l'unique voie de dévolution du pouvoir, à l'exclusion des stratégies révolutionnaires et putschistes. Cela implique le rejet de la violence politique, qui devrait être définitivement proscrite, aussi bien de la part du pouvoir que des forces d'opposition. Cela suppose aussi le respect scrupuleux des règles du jeu électoral et de l'alternance démocratique.

2. Le rejet des ingérences extérieures par l'ensemble des acteurs politiques, qui s'interdi-

raient de solliciter l'appui de telle ou telle puissance pour réaliser leurs ambitions. Les malheurs de l'Iraq et du Congo devraient ainsi être suffisamment médités. Lorsqu'un pays devient le champ clos des influences étrangères, son indépendance se trouve en péril. Aussi, ne devrait-on pas attendre que le changement vienne de Paris ou de Washington mais de la volonté souveraine du peuple lui-même.

3. Le respect de l'impartialité de l'État et de sa mission de régulateur et de garant ultime du pacte social. Cela implique notamment la séparation claire et nette des institutions publiques et du parti au pouvoir, quel qu'il soit par ailleurs. L'État redeviendrait alors la tente commune à l'ombre de laquelle se construirait le consensus et la solidarité nationale.

4. Le respect de l'identité islamique et de l'unité du pays. Cela suppose en particulier que la vocation islamique de l'État ne soit pas remise en cause, fut-ce pour exaucer les vœux des puissances hégémoniques. Certes, le "terrorisme" d'importation, du reste étranger aux traditions nationales comme à la pratique d'un Islam tolérant et ouvert, devrait être combattu, mais sans excès ni abus et dans le cadre strict de la légalité. Enfin, last but not least, l'unité nationale devrait être un souci constant de l'ensemble des forces politiques, isolant ainsi les groupes centrifuges.

Dans les conditions actuelles de déchirure et d'affrontement internes, où la voix de l'exclusion et de la violence a tendance à recouvrir celle du dialogue et de la sagesse, serait-ce trop espérer que d'appeler les décideurs publics et la classe politique à se mettre d'accord sur le plus petit dénominateur commun? Serait-ce trop demander que d'en attendre plus d'esprit de responsabilité?

** Pseudonyme d'un professeur à l'université de Nouakchott*